

# Alliance pour une ouverture au monde, la solidarité, la démocratie et l'État de droit – contre l'intolérance, la haine humaine et la violence

## APPEL

### *La dignité de l'Homme est inaliénable*

**Dr. Zekeriya Altuğ**

Président du Conseil de Coordination des Musulmans en Allemagne

**Prof. Dr. Heinrich Bedford-Strohm**

Président du Conseil de L'Église Evangélique en Allemagne

**Prof. Christian Höppner**

Président du Conseil Culturel Allemand

**Alfons Hörmann**

Président de la Confédération Olympique et Sportive Allemande

**Reiner Hoffmann**

Président de la Confédération des Syndicats Allemands

**Ingo Kramer**

Président de la Confédération des Organisations Patronales Allemandes

**Cardinal Dr. Reinhard Marx**

Archevêque, Président de la Conférence Episcopale Allemande

**Prof. Dr. Kai Niebert**

Président de l'Association Allemande pour la Nature

**Prof. Dr. Rolf Rosenbrock**

Président de l'Association fédérale d'assistance sociale non statutaire

**Dr. Josef Schuster**

Président du Conseil Central des Juifs en Allemagne

L'Allemagne est un pays démocratique et ouvert au monde, qui est intégré dans l'Union Européenne en tant que communauté économique et de valeurs et qui est soumise au respect des droits universels de l'Homme. Depuis des décennies vivent ensemble en Allemagne, des personnes d'origine, de culture et de religion différentes. La protection de la dignité humaine, garantie par la Constitution, s'applique à tous les Hommes, qu'ils vivent ici depuis plusieurs générations, qu'ils soient immigrés ou venus en tant que réfugiés en Allemagne.

Celui qui craint pour son intégrité physique et sa vie dans son propre pays, en raison de la guerre et des persécutions, a droit à la protection en Europe. C'est un devoir humanitaire que l'Allemagne devrait continuer de remplir. En même temps il

est évident que nous avons absolument besoin d'une solution européenne, pour combattre efficacement les causes des migrations forcées et répondre efficacement aux préoccupations et aux besoins des personnes qui cherchent une protection. Aucun Etat membre de l'Union Européenne ne doit se soustraire à cette responsabilité commune.

L'accueil et l'intégration des nombreux réfugiés entraînent d'importants défis sociétaux, économiques et sociaux. Des milliers de citoyennes et citoyens, ainsi que les volontaires et bénévoles travaillant pour les administrations, la police et les organisations humanitaires et caritatives font un travail impressionnant. Cet engagement témoigne de la cohésion sociale. La volonté sans failles d'aider montre que la solidarité et le vivre-ensemble sont des valeurs intrinsèques de notre société.

L'Allemagne a besoin d'augmenter ses capacités à faire face aux défis de l'avenir. Cela se faisait sentir déjà depuis longtemps, mais l'augmentation du nombre de réfugiés rend cela encore plus urgent. Nous avons besoin d'investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi. Aussi faut-il suffisamment de logements à loyers modérés, une infrastructure publique fonctionnelle ainsi que la sécurité face à la violence. Les personnes qui sont dans une situation de pauvreté, de chômage ou de vulnérabilité sociale ne doivent pas être délaissées dans la recherche des solutions aux défis actuels. Toutes et tous doivent avoir la même chance de participer à la vie en société.

L'accueil des réfugiés dans le respect de leur dignité et leur intégration ainsi que la lutte contre les tensions sociales, culturelles et sociétales sont des tâches d'intérêt commun. Le gouvernement central, les Etats fédérés et les communes, les acteurs économiques et les syndicats, les Églises et les communautés religieuses, les organisations caritatives ainsi que l'ensemble de la société civile doivent également avoir leur part de responsabilité. Nous sommes convaincus qu'ensemble nous pourrons relever les défis importants auxquels nous faisons face.

Une coexistence pacifique et l'intégration dans la société allemande ne réussiront que si les valeurs de notre Loi fondamentale (la constitution allemande) et de notre vie en société sont acceptées de tous. Autrement dit, le droit à la libre pratique de la religion doit être reconnu à tous sans distinctions. Mais cela signifie également que personne n'a le droit de faire valoir sa propre appartenance culturelle ou religieuse, pour remettre en question les droits fondamentaux à la liberté de croyance et de conscience, le droit à l'intégrité corporelle ou l'égalité hommes-femmes, ou encore pour discriminer des minorités. Là où les prérogatives de puissance publique ne sont pas respectées, ou lorsque des infractions pénales sont commises, les auteurs doivent être poursuivis pénalement. Les ressortissants étrangers ayant commis des infractions doivent le cas échéant s'attendre à voir leur droit de séjour retiré.

Beaucoup de réfugiés vont devoir encore longtemps ou définitivement rester chez nous. Chacun d'entre eux doit être traité comme un être humain, avec sa propre histoire et ses expériences souvent douloureuses. Une intégration durable réussie n'est possible qu'à la condition de l'existence de suffisamment de possibilités de participation à la vie sociale, ainsi que d'une volonté d'intégration. Apprendre l'allemand est alors tout aussi important que l'accès, le plus rapidement possible, à des mesures d'intégration - éducation, culture, travail et sport.

L'insertion sur le marché du travail est une condition essentielle à une intégration durable des réfugiés. Pour cela, les mesures administratives qui permettent l'accès à une formation qualifiante et sa validation sont nécessaires, autant que les mesures de qualification professionnelle permettant l'exercice d'un emploi. Les mesures et programmes doivent se compléter, dans le cadre d'une stratégie globale visant à maximiser les chances de participation égale à la vie économique et sociale.

Nous voulons renforcer la démocratie et l'État de droit. Nous prônons la solidarité et l'ouverture au monde. Et nous en sommes convaincus: chaque personne qui vient chercher protection dans notre pays, doit avoir droit à une procédure équitable et respectant les principes de l'État de droit. D'un autre côté, ceux qui viennent en Allemagne fuyant les difficultés économiques et la misère et qui au terme de la procédure d'étude de leur situation, n'ont aucune perspective de pouvoir rester en Allemagne et doivent par conséquent retourner dans leurs pays, ceux-là doivent également être traités avec empathie et respect.

C'est avec une grande inquiétude que nous constatons que des groupes de la droite populiste et de l'extrême droite se servent des thèmes des migrations et de l'asile pour attiser la xénophobie et remettre en question notre ordre libéral et démocratique. Nous nous engageons résolument contre toute forme de haine, de racisme, d'insulte et de violence.

### **C'est pourquoi nous appelons à:**

- ▶ mener un débat sur l'asile et les migrations basé sur des faits et axé vers la recherche de solutions, au lieu d'attiser publiquement les ressentiments ou de poursuivre des intérêts partisans,
- ▶ s'opposer à toute déclaration, tout traitement haineux, peu importe d'où ils proviennent et contre quel(s) groupe(s) ils sont dirigés,
- ▶ poursuivre pénalement, de manière conséquente, les attaques d'extrême droite sur les réfugiés et leurs centres d'accueil, sur les policiers et policières, sur les représentantes et représentants des médias comme sur les accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles.

### **Nous plaidons pour:**

- ▶ le renforcement de la cohésion sociale,
- ▶ le dialogue sur les différences culturelles, religieuses et sociales ainsi que de la création d'espaces de rencontre,
- ▶ une politique publique solidaire et durable, qui ouvre à toutes les personnes vivant en Allemagne des chances équitables de participation à la vie en société,
- ▶ une offre améliorée de formation, comprise comme une clé pour une intégration réussie dans la société,
- ▶ une politique migratoire conforme à nos obligations humanitaires et en matière de droits de l'Homme, qui garantisse une procédure de demande d'asile juste et équitable,
- ▶ la protection des droits fondamentaux, qui comprennent aussi bien les libertés de croyance et de conscience et le droit à l'intégrité physique, ainsi que l'égalité hommes-femmes et l'interdiction des discriminations,
- ▶ la protection de tous les Hommes contre la violence, la haine humaine et la xénophobie,
- ▶ un soutien financier suffisant pour que le gouvernement fédéral, les régions et les communes puissent s'acquitter de leurs tâches actuelles et des missions supplémentaires nées de l'accueil des réfugiés, dans le sens d'une intégration durable,
- ▶ la mise en œuvre des prérogatives de puissance publique dans la lutte contre la criminalité et pour une coexistence pacifique, sans violences
- ▶ une Europe, qui protège la dignité humaine et crée des perspectives pour un vivre-ensemble pacifique.

Ce temps de crise ne doit pas nous amener à abandonner les acquis constitutionnels, sociaux et humanitaires de notre société. Notre but est la protection de la dignité humaine. C'est pourquoi nous nous engageons en unissant nos forces, en faveur de l'ouverture au monde, la solidarité, la démocratie et l'État de droit en Allemagne et en Europe.